



Atelier 13 – salle 4.13 : Pratiquer, transgresser, se représenter les frontières : le cas des espaces migratoires israélo-palestiniens, responsable : Matthieu Cimino (CERI/Sciences Po)

Intervenants : Matthieu Cimino, Claudia de Martino, Adoram Schneidleder, Jihane Sfeir, Emilia Stoduto, Guillaume Vareilles

Discutant : Daniel Meier

Résumé

Cet atelier interdisciplinaire entend approcher l'histoire migratoire des espaces israélo-palestiniens à la marge, par l'étude de la « seconde vie » (Gottman, 1938) de la frontière, celle du symbole et de la représentation. Quelles sont les articulations entre frontière, territoire(s) et identité(s) ? Comment les migrants perçoivent-ils l'objet-frontière, lorsque celle-ci est franchie pour fuir un territoire ou, au contraire, pour s'y installer ? La frontière peut-elle être un lieu d'engagement ?

Cet atelier souhaite mobiliser de nombreux champs disciplinaires, et notamment l'histoire, la science politique, l'anthropologie et la sociologie. Il entend ouvrir la voie à une réflexion historiographique sur la période mandataire franco-britannique en Palestine, mais également au-delà.

Pour cela, ce groupe de réflexion s'appuiera sur de la littérature grise, mémoires, témoignage ou revues alternatives, ainsi que sur les parcours individuels d'acteurs vivant et pratiquant les frontières, qu'elles soient matérielles (séparation entre territoires britannique et français, frontière « disjonctée » de 1948, etc.) ou symboliques (définition de l'altérité entre différents acteurs). L'objectif est également d'explorer la *frontière* dans toutes ses subjectivités, à travers l'imaginaire qu'elle véhicule, et de proposer un regard nouveau sur ce concept à la polysémie parfois déroutante.

Intervenants :

Matthieu Cimino, (CERI/Sciences Po), « Fatahland », une frontière en résistance. Le cas de la guérilla palestinienne dans la région libanaise d'Arkoub (1968-1962).

En octobre 1968, un petit groupe de combattants palestiniens (la "section 56") franchit la frontière syrienne dans la région du mont Hermon dans le village libanais de Kfar Hammam, au triple-point de frontière avec la Syrie et Israël. Cet événement, assez peu documenté, marque pourtant la naissance du « *Fatahland* », territoire de *résistance* à partir duquel opèrent entre 1968 et 1982 les groupes armés palestiniens, dont l'essentiel des activités est organisée autour de la pratique du « harcèlement » (*taharush*) transfrontalier.

Cette communication entend proposer une lecture historique de la résistance palestinienne dans la région sunnite d'Arkoub entre 1968 et 1982. Comment cet espace transfrontalier s'est-il transformé en point nodal de la lutte armée au Liban ? Comment « l'idéologie palestinienne de résistance » (Carré, 1985) s'est-elle diffusée dans cette région du Liban-Sud à majorité sunnite ?

De même, on s'intéressera aux « trajectoires d'activité » (Foote, 2002) des militants palestiniens, libanais et étrangers qui, à partir de 1968, rejoignent en masse cette région, la transformant en symbole d'une lutte armée.

Claudia de Martino, (UNIMED), « Groupes *mizrahi* d'opposition dans les années 1950 : une comparaison entre les campagnes politiques menées et les mots d'ordre utilisés par les revues sépharades *Ha-Me'orer* et *Shevetwe'Am* »

Dans les années 1950, une fois l'immigration juive de masse provenant des pays arabes et musulmans vers Israël terminée, les Juifs *mizrahi* (ou orientaux) restèrent sans guides politiques de la part de leur élites face à l'État. Dans certains cas, leurs élites avaient émigré en Occident et non en Israël, ou encore elles étaient engagées à lutter pour elles-mêmes et ne purent pas ou n'arrivèrent pas à jouer le rôle des représentants politiques entre leur communauté et l'État.



Il n'y eut que deux cas où des groupes d'opposition organisés par les élites sépharades (ou *mizrahi*) réussirent à créer des mouvements sociaux de grande envergure : ceux qui tournèrent autour des deux revues alternatives, *Shevetwe'Am* et *Ha-Me'orer*. Cependant, toutes les deux n'arrivèrent pas à avoir de l'influence parmi les immigrants qui furent pourtant leurs premières cibles.

Adoram Schneidleder, (EHESS-LAS), « La frontière israélo-libanaise et les deux Galilées »

Conçue et établie au début des années 1920, la limite séparant les aires d'influence française et britannique au Proche-Orient a constitué la plus âprement négociée des frontières de la Palestine mandataire. Coupant la région fonctionnelle de Haute Galilée en deux, cette frontière coloniale est devenue frontière israélo-libanaise *de facto* suite à la guerre de 1948. Aujourd'hui, près de cent ans après son tracé, et plusieurs transgressions militaires de grande envergure, elle délimite des espaces régionaux encore contestés et inégalement fixés (Jabal 'Amil et Liban du Sud / Galilée et Nord d'Israël), et reste une construction sociale et imaginaire en devenir. Cet exposé propose de réfléchir sur la production et la stabilisation d'une frontière israélo-libanaise non tant par les politiques et les armes qui la disputent et participent de sa définition par le haut, que par la pratique et l'intériorisation qu'en font les habitants de ses confins, les *borderlanders*, par le bas.

Pour ce faire, nous allons examiner le cas de villages frontaliers et de Libanais du Sud qui habitent aujourd'hui en Galilée en opposant deux modalités de franchissement de la frontière et d'installation en Israël. La première migration concerne des Libanais qui, suite à des mariages avec des citoyens israéliens (arabes et juifs) lors de la politique de la « bonne frontière » (1976-2000), ont obtenu la nationalité israélienne et sont demeurés en Israël. La deuxième migration analysée est celle des anciens membres de l'Armée du Liban Sud réfugiés en Israël suite au retrait israélien de mai 2000.

La production d'une frontière israélo-libanaise et son intériorisation seront considérées à la lumière des ajustements que ces deux formes de migration impliquent dans les comportements et dans l'articulation des catégories identitaires nationales. L'installation différenciée des ressortissants libanais de ces deux migrations met en lumière la persistance de deux Galilées, une juive et une arabe, chacune entretenant une relation différente avec la même frontière israélo-libanaise.

Jihane Sfeir, (ULB), « Frontières et identités des Palestiniens chrétiens du Liban »

De 1947 à 1949, sur plus de 100 000 Palestiniens qui s'installent au Liban, attendant la fin de la guerre pour retourner sur leur terre natale, près de 25% sont chrétiens. Alors que se ferme la frontière et avec elle la voie de retour au pays, alors que s'invente de force une nouvelle territorialité du Sud Liban, les Libanais sont appelés à gérer dans la durée une population désemparée et dépourvue de tout. Manquant de structures pour les accueillir, le Liban ne peut qu'appliquer aux Palestiniens son système complexe de subsidiarité confessionnelle qui laisse aux communautés religieuses et aux organismes humanitaires la charge de leur administration.

L'objet de cette intervention est de revenir sur la mise en place des frontières, réelles et imaginaires à travers la mémoire singulière de la *Nakba* de ce groupe. Il s'agira d'interroger cette amputation du territoire géographique et mémoriel intime qui va ensuite autoriser la reconstruction identitaire.

Il sera également question d'analyser l'impact de la politique libanaise sur la fabrication de l'identité palestinienne extra-territorialisée et de questionner la redéfinition des territoires du soi (nationaux, religieux et politiques) dans le pays d'accueil et leur réinvention en dehors du lieu originel : la Palestine.

Emilia Stoduto, (Roma III), « Les routes migratoires des juifs syriens avant et après la naissance de l'État d'Israël »

La communauté juive syrienne, assez variée dans sa composition, a des origines très anciennes bien qu'aujourd'hui, il ne reste plus qu'une cinquantaine de Juifs plutôt âgés en Syrie (données 2013). Leur migration a débuté à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle pour continuer après la chute de l'Empire Ottoman, et dans les années précédant et suivant la naissance de l'État d'Israël.

À partir de 1949-1950, migrer pour les juifs syriens a été interdit et a pris des formes illégales, jusqu'aux années 1991-1992 lorsque, après 40 ans d'interdiction, le président Hafez Al Assad ouvrit enfin les portes à l'émigration.



La communauté juive syrienne a eu donc des chemins différents en fonction de l'époque, des destinations et des motivations à l'origine de ses migrations, autant d'éléments qui ont contribué à sa conservation identitaire hors de ses patrie et au-delà de ses frontières.

Aujourd'hui, de grandes communautés de Juifs syriens se trouvent à New York et en Amérique Latine, où elles sont considérées parmi les communautés plus conservatrices; *a contrario*, ces dernières ne sont pas présentes en Europe.

Guillaume Vareilles, (CRISES Montpellier), « Naissance d'une modernité pour l'espace palestinien : le cas des relations transfrontalières entre les mandats sur la Palestine et le Liban au lendemain de la Première Guerre mondiale »

Il est tentant de voir la frontièrisation de l'espace proche-oriental au lendemain de la Première Guerre mondiale comme l'entrée dans une modernité occidentale, celle du début du XXe siècle, du petit âge des États-nations. Mais voir une rupture ici renvoie à une lecture moderniste de l'histoire qui recherche des ruptures dans le temps pour faire ressortir des événements propres à une période.

Dès lors, ce n'est pas la frontière qui sert de limite temporelle en plus de poser un « nouveau » cadre géographique et politique, c'est la liaison et le déplacement des populations. Le cadre temporel n'est plus le résultat d'un bornage mais de l'intensité des relations et des événements qui touche cet espace géographique.

À partir de ce postulat, nous étudierons la frontière entre les mandats sur la Palestine et le Liban qui renvoie aussi aux relations franco-britanniques. Ces relations se font dans le cadre d'un contrôle à la frontière après qu'il y eut négociations à propos de son tracé. Dans ce cas, c'est sur une ligne à percevoir comme un système que se comprennent les relations entre deux puissances européennes, et par extension, les mouvements de populations de part et d'autre des mandats.